

Sciences Po Paris : la police évacue des militants pro-palestiniens



Les forces de l'ordre ont évacué Sciences Po Paris ce vendredi 3 mai 2024, alors qu'une cinquantaine d'étudiants occupaient le bâtiment en soutien à la cause palestinienne. MIGUEL MEDINA/AFP

Les forces de l'ordre sont entrées à Sciences Po Paris vendredi 3 mai 2024 pour évacuer les occupants. Le bâtiment est occupé depuis jeudi par des militants pro-palestiniens.

Les gendarmes entrent dans Sciences Po. Juste avant midi, les forces de l'ordre ont procédé à l'évacuation de Sciences Po Paris pour déloger les militants pro-palestiniens, ce vendredi 3 mai 2024. [Le bâtiment était occupé depuis ce jeudi](#). « **Une cinquantaine d'étudiants étaient encore présents dans les locaux** » quand les gendarmes sont intervenus, selon un étudiant, rapporte l'AFP.

Lire aussi : [La mobilisation des étudiants de Sciences Po Paris fait tache d'huile](#)

Depuis le début de la matinée, la rue était bloquée par les forces de l'ordre. « **Une réponse disproportionnée et sécuritaire** », ont estimé deux étudiantes du Comité Palestine, qui regrettent par ailleurs l'absence d'« **aide médicale** » auprès des sept étudiants ayant entamé la veille une grève de la faim.

« La fermeté est et restera totale »

De son côté, le gouvernement a fait savoir que « **la fermeté est et restera totale** ». Au total, 23 sites ont été évacués hier, selon l'*AFP*.

Un débat interne sur le Proche-Orient avait été organisé jeudi par la direction. Les étudiants du Comité Palestine l'ont jugé « **décevant** », notamment après que l'administrateur provisoire de l'école, Jean Bassères, a répété qu'il n'était pas question, comme le réclament certains étudiants, d'« **investiguer** » les relations de Sciences Po avec des universités israéliennes.

Mobilisation en région

Une soixantaine d'étudiants occupent un amphithéâtre de Sciences Po au Havre, où l'entrée était bloquée ce vendredi matin, selon l'*AFP*. Même chose à Dijon, à Lyon et à Reims, où « **cinq à sept étudiants** » ont entamé une grève de la faim, a indiqué à l'*AFP* une de ces étudiantes.

Axel MONNIER.